



N°242 AVRIL 1977 Prix : 0,80 F

En multipliant les luttes dans les entreprises, nous construirons le rapport de forces capable de faire céder le patronat à tous les niveaux.

L'ABOUTISSEMENT DE NOS REVENDICATIONS ET LE RENFORCEMENT DE LA CFDT



Manifestation C.F.D.T. de la machine-outil à LYON.

**PASSENT PAR LE DEVELOPPEMENT
D'UNE ACTION SYNDICALE DYNAMIQUE**

FRANÇAISE DE MECANIQUE (Douvrin-Nord)

Multiples obstacles dressés devant l'action de la C.F.D.T.

La Française de Mécanique, filiale commune de Renault et de Peugeot, emploie 3 600 travailleurs à Douvrin (Nord). La section C.F.D.T. est majoritaire dans cette entreprise.

Le 28 janvier, 500 travailleurs des chaînes de montage des moteurs 104 Peugeot et Renault 14 se mettent en grève, la direction refusant de discuter des revendications déposées :

- revalorisation de la prime de production mensuelle (cette prime a été « rognée » de 100 à 150 F alors que les cadences ont augmenté !) et prime exceptionnelle de rattrapage de 400 F (compensation des pertes subies) ;

- augmentation des salaires et réduction compensée du temps de travail (un O.S. de Douvrin travaille 115 h de plus et gagne 10 à 15 % de moins qu'un O.S. de Renault-Douai...).

Les grévistes reprennent le travail le 21 février sans avoir pu faire céder la direction sur ces revendications essentielles.

L'intransigeance de la direction

Cette action a eu comme mérite de servir de révélateur aux manœuvres du patronat qui double ses moyens de production pour faire échec aux luttes sociales, et de démontrer que seule la C.F.D.T., dans ce conflit, a pris en charge les revendications des travailleurs et respecté leurs décisions tout au long de la lutte.

La direction a refusé obstinément toute négociation, en multipliant les manœuvres pour briser le conflit :

- nouveaux embauchés placés sur les chaînes de montage touchées par la grève ;

- intérimaires (Bis) recrutés pour effectuer le travail des grévistes ;

- démarrage de chaînes de montage parallèles à Renault Choisy, Renault Billancourt, Saviem Limoges...

Malgré ces manœuvres, les grévistes ont bloqué jusqu'à 2/3 de la production, perturbant le montage de la R 14 à Renault Douai et de la Peugeot 104 à Mulhouse (cette usine Peugeot a alors mis en route une chaîne de montage de la LN Citroën !).

Face à cette situation, la section C.F.D.T. et les inters C.F.D.T. du groupe Renault et du groupe Peugeot ont organisé la solidarité dans

différentes usines automobiles, solidarité qui s'est hélas heurtée à la passivité des autres organisations syndicales.

L'attitude étrange de la C.G.T.

Le mouvement revendicatif avait initialement le soutien de la C.F.D.T., de la C.G.T. et de F.O. mais ce dernier syndicat s'est rapidement retiré du conflit ce qui n'est pas étonnant.

Pour sa part, la C.G.T. s'est comportée d'une façon très spécieuse dans ce conflit. Les travailleurs en lutte ayant rejeté les formes d'action qu'elle préconisait, la C.G.T. a alors boudé l'action, critiqué la C.F.D.T. puis a finalement accusé la C.F.D.T. « d'aventurisme » et « d'irresponsabilité » (après une action des grévistes sur l'autoroute) et rejoint le « cartel des non grévistes » (C.F.T.C.-C.G.C. et F.O.).

Refus de s'associer à l'action en justice engagée par la C.F.D.T. contre la direction pour l'utilisation abusive des intérimaires en remplacement des grévistes, refus de tout mettre en œuvre pour élargir la lutte à d'autres secteurs de l'entreprise et une certaine mauvaise volonté à réunir les conditions d'une riposte des travailleurs des usines Renault face au déplacement de production : tels sont les reproches que nous pouvons formuler vis-à-vis de nos partenaires syndicaux.

Une attitude dommageable pour l'efficacité de la lutte et contraire aux principes d'unité d'action, une attitude ambiguë par rapport aux syndicats « réformistes » qui de tout temps sabotent les conflits dans l'automobile, une attitude étrange lorsque l'on sait que la C.G.T. (majoritaire dans ce cas) conduit le même genre de lutte dans une fonderie des Ardennes (Manil-Eaton) et rencontre les mêmes difficultés (déplacement de production, lock-out en aval — D.B.A. Beauvais — refus de la direction de négocier et anti-grévistes « militants » de F.O. et de la C.G.C.).

La section C.F.D.T., qui a enregistré 80 adhésions après le conflit, et qui continue à organiser des débrayages, espère en tout cas qu'il ne s'agit là que d'un accident de parcours, consciente que seule l'unité d'action peut permettre dans un avenir proche de faire céder la direction de la Française de Mécanique, direction qui prend ses consignes chez Renault et Peugeot.

Nouvelles progressions de la C.F.D.T.

- **G.F.D. (Monistrol-sur-Loire)** : Au comité d'établissement, la C.F.D.T. a désormais 6 élus sur 8 (+ 2).

- **TELEMECANIQUE (Rueil)** : la C.F.D.T. gagne 6,5 % dans le 1^{er} collège, 6 % dans le second, 8, % dans le 3^e.

- **S.A.T. (Paris)** : + 8,6 % et + 1 siège pour la C.F.D.T.

- **LA CHIERS (Bourg-en-Bresse)** - 1 200 salariés : la C.F.D.T. gagne 7,4 % dans le 1^{er} collège (+ 1 siège), 3,54 % dans le second.

- **A.O.P. - PEUGEOT (Audincourt, Pont de Gland, Valdigney, Hérimoncourt et Pont de Roide - Doubs)** : la C.F.D.T. obtient 54,7 % (+ 3,7 %) des 3 700 suffrages exprimés et 54 élus contre 33 à la C.G.T. et 7 à la C.G.C.

- **D.B.A. - LOOCKEED (Montrond-les-Bains)** : la C.F.D.T. gagne 8,11 % et 1 siège.

- **RATIER-FOREST (Capdenac)** : la C.F.D.T. enregistre une forte progression dans le 2^e collège et obtient 20 sièges sur 24.

- **C.I.I. (Toulouse)** : + 9 % pour la C.F.D.T. aux élections du C.E.

- **SOLLAC** - 13 300 inscrits : La C.F.D.T., majoritaire avec 46 % des voix, gagne 7 des 9 sièges supplémentaires de titulaires à pourvoir.

- **SACILOR (Hagondange)** - 5 225 inscrits : La C.F.D.T., majoritaire, progresse encore de 4,9 % et gagne 1 siège (22 sur 39).

- **RENAULT (Flins)** - 22 000 salariés : La C.F.D.T. connaît une progression spectaculaire dans cette usine : + 16,19 % dans le 1^{er} collège, + 22,27 % dans le 2^e collège.

- **GARAGES (Elections à la Caisse de Retraites Complémentaires)** : Important succès pour les listes C.F.D.T. qui recueillent globalement 32,2 % des voix (+ 14 % par comparaison aux dernières élections datant de 1972). Dans le collège salariés — 40 000 votants —, la C.F.D.T. obtient 37 % des voix, elle est la 1^{re} organisation syndicale dans 8 régions avec des pourcentages variant entre 40 et 65 %.

GRACE A L'ACTION IL DEVIENT POSSIBLE DE VAINCRE

Même si les grands moyens d'information en parlent peu ou en parlent seulement pour souligner un échec (tout relatif d'ailleurs), ici et là, de nombreuses luttes sont engagées dans la Métallurgie, et des résultats sont enregistrés.

Partout il est nécessaire de se battre, partout il est possible de vaincre. Et malgré toutes les consignes d'austérité, les directions d'entreprises, affrontées à un rapport de forces évident en faveur des travailleurs, sont contraintes de négocier.

Voici quelques exemples récents :

● France-Transfo (Metz)

Malgré d'énormes difficultés, les travailleurs en lutte ont obtenu :

- de prendre consécutivement leurs 4 semaines de congés payés (jusqu'à présent le patron « octroyait » les congés au gré de la conjoncture) ;

- une modification de la grille de classifications avec suppression des 2 plus bas échelons ;

- 2 ponts chômés payés.

● E.T.A.-MAZDA (Nevers)

Avec leurs sections syndicales C.F.D.T. et C.G.T., les 600 travailleurs de cette entreprise ont obtenu un minimum d'augmentation générale de 9,5 % pour 1977, dont 3 % au 1^{er} janvier : un sérieux coup de boutoir au plan d'austérité.

● DEMO-MARTIN (Le Chambon-Feugerolles)

Quelques jours de grève avec la section C.F.D.T. ont permis de faire

évoluer l'ensemble des salaires : jusqu'à 1,01 F pour certains O.S.

● DORIAN-HOLTZER (Pont-Salomon)

La C.F.D.T. a animé la grève qui a contraint la direction, malgré son intransigeance, d'augmenter les salaires de 3 % au 1^{er} février, à titre de ratrapping sur 1976.

● ALLINQUANT (Mouy)

Après 10 jours de lutte avec leurs sections C.F.D.T. et C.G.T., les 600 travailleurs (dont de nombreux immigrés) de l'entreprise ont obtenu entre autres :

- le 13^e mois intégral pour tous ;

- la mise en place d'une nouvelle grille de classifications et de salaires ;

- 4 jours de congés payés supplémentaires ;

- une indemnité de 200 F mensuels pour les militaires ;

- le paiement du temps passé en soins médicaux et d'une 1/2 journée pour les immigrés renouvelant leurs papiers...

● BOYER (St-Quentin)

En décembre, les 400 salariés de l'entreprise débrayent 48 h, ils obtiennent 600 F de prime de fin d'année. Nouvelle action en janvier qui aboutit après une semaine aux résultats suivants :

- 70 F d'augmentation au 1^{er} janvier ;

- 5 augmentations de 1 % dans l'année et prise en compte des indi-

ces syndicaux par des révisions périodiques ;

- annulation d'un plan de licenciements ;

- retour à l'horaire de 40 h.

● SOLAR (Annecy)

Trois semaines de lutte, dans laquelle la section C.F.D.T. joue un rôle prépondérant, qui aboutissent à une première négociation :

- 3 % d'augmentation pour tous (6 % pour les bas salaires) ;

- 1/2 h de réduction compensée du temps de travail ;

- augmentation de 13 % de la prime d'ancienneté et de 20 F sur celle de présence...

Et les débrayages continuent !

● BERTIN (Région Parisienne)

La direction ayant décidé de suspendre l'accord salarial, deux débrayages d'une demi-journée l'ont conduite à proposer :

- maintien du pouvoir d'achat, d'après l'indice I.N.S.E.E., avec un salaire de référence égal à 2,5 fois le S.M.I.C. ;

- congés d'ancienneté supplémentaires et un « pont » payé...

● M.M.S. (Pau)

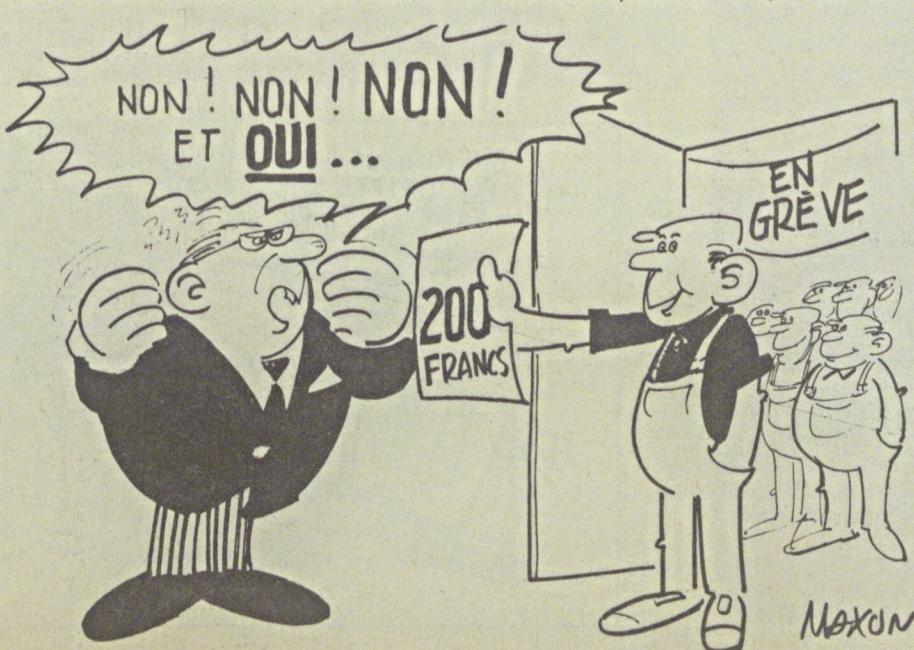
Débrayages du 6 décembre au 5 janvier, avec la C.F.D.T. Résultats : 60 F d'augmentation pour les câbleuses, reconnaissance des niveaux de qualification équivalents aux diplômes de l'Education Nationale, augmentations individuelles de 50 à 80 F, augmentation uniforme de 85 F pour le personnel administratif...

● FLYGH-FRANCE (Région Parisienne)

Une section C.F.D.T. qui démarre, 24 h de grève et 200 F d'augmentation uniforme fin 1976 + 6,5 % en début d'année 1977.

● VIESSMANN (Faulquemont)

Une nouvelle section C.F.D.T. qui conduit l'action du 1^{er} au 4 mars dans cette entreprise de 300 salariés et obtient le maintien et la progression d'une prime que la direction voulait supprimer du fait de l'implantation de notre organisation syndicale ! Et il a été obtenu en outre, une augmentation de 300 F de la prime de vacances (900 F au lieu de 600 F), des rappels sur les congés payés, la progression de la prime de changement de poste...



UNE ACTION DYNAMIQUE POUR LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS POUR LE RENFORCEMENT DE LA CFDT

FGM CFDT

Dans le contexte actuel, l'action syndicale est plus que jamais indispensable pour résister aux attaques patronales contre nos conditions de travail et de vie.

Par la multiplication de nos luttes dans les entreprises, nous ferons en sorte :

- d'éviter la remise en cause d'avantages acquis ;
- d'obtenir la satisfaction de nos revendications prioritaires notamment en matière de défense de l'emploi, de garantie du pouvoir d'achat, d'amélioration des conditions de travail, de respect et d'extension des droits et libertés ;
- de construire le rapport de forces national capable de contraindre l'U.I.M.M. à négocier sur la base de la Convention Collective Nationale ;
- de contribuer à la rupture avec le système capitaliste.

PARTOUT ET SANS ATTENDRE, REFUSONS DE SUBIR LE CHANTAGE PATRONAL ET PASONS A L'OFFENSIVE.

Ces derniers mois, malgré les difficultés rencontrées, de nombreux travailleurs sont passés à l'action avec leurs organisations syndicales. La C.F.D.T. a joué un rôle prépondérant dans l'impulsion de ces luttes.

Et il est prouvé que cette action a été payante.

L'attitude de nos partenaires syndicaux de la C.G.T. n'a pas toujours permis les meilleures conditions de mobilisation de l'ensemble des salariés concernés par l'enjeu de la lutte (Française de Mécanique, Machine-Outil Rhône-Alpes...). Pourtant, l'unité d'action est un élément essentiel pour vaincre. Nous ne pouvons nous satisfaire des difficultés rencontrées mais devons rechercher au contraire à les dépasser grâce au débat qui a lieu au cœur de l'action.

Chaque adhérent C.F.D.T. est concerné au niveau des moyens à mettre en œuvre pour accroître l'efficacité de nos luttes :

- en participant lui-même à l'action et en conduisant d'autres travailleurs à le rejoindre dans la lutte collective ;
- en contribuant à renforcer la C.F.D.T., en amenant ces camarades à « prendre leur carte ».

PLUS NOMBREUX DANS LA LUTTE AVEC LA F.G.M.-C.F.D.T.

PLUS NOMBREUX A ENGAGER DE SUITE UNE ACTION OFFENSIVE.

Tout au long de l'année 1976, des luttes nombreuses ont permis de faire céder le patronat et tout particulièrement sur le relèvement des salaires. Dans la plupart des conflits, les revendications salariales de la F.G.M.-C.F.D.T. ont été prises en charge par une partie importante des métallurgistes grâce à l'effort de popularisation et nos adhérents en direction des autres travailleurs.

Et tout au long de l'année, les résultats obtenus aux élections professionnelles sont venus confirmer que de plus en plus de travailleurs partageaient les objectifs défendus par la C.F.D.T. et « se retrouvaient » dans la pratique démocratique de notre organisation au niveau de la conduite de l'action.

EN 1977, POURSUIVONS NOTRE EFFORT...

Cette année, nous avons à faire face à une politique économique et sociale des plus rétrogrades, mise en œuvre conjointement par le patronat et le pouvoir.

Nous devons combattre cette politique. Nous devons amener le patronat à négocier à tous les niveaux. Nous devons donc poursuivre nos efforts :

- débattre de nos objectifs dans les entreprises ;
- engager partout l'action nécessaire pour s'opposer aux manœuvres patronales ;
- renforcer la C.F.D.T. pour accroître l'efficacité de son action, pour lui donner de nouveaux moyens à la hauteur des enjeux de la lutte, pour conforter notre rapport de forces, pour consolider l'unité d'action.

Et n'attendons pas demain :

- pour engager l'action qui est nécessaire aujourd'hui au sein de chaque entreprise, de chaque

groupe et branche industrielle, de chaque localité et région car c'est PARTOUT QUE SONT POSES ACTUELLEMENT des problèmes d'emploi, de pouvoir d'achat, de droit syndical ;

- pour développer la C.F.D.T. dans cette période cruciale.

LUTTER EST NECESSAIRE, VAINCRE EST POSSIBLE.

Si nous n'étions pas capables aujourd'hui de combattre les causes de la situation qui nous est faite, comment ferions-nous demain pour nous opposer aux conséquences de celle-ci ?

Notre action doit être offensive :

- c'est avant les licenciements qu'il faut se battre pour l'emploi ;
- c'est dès le début d'année qu'il faut obtenir des augmentations de salaires si l'on veut garantir le pouvoir d'achat...

Mais fort heureusement nous pouvons constater chaque jour que de nombreuses actions dynamiques s'engagent et qu'elles permettent le plus souvent de faire reculer le patronat. Celui-ci est contraint de lâcher du lest même si la lutte ne permet pas de faire aboutir toutes nos revendications. Mais dans tous les cas, la lutte constitue un sérieux avertissement... et des résultats qui n'ont pu être arrachés immédiatement sont toujours perceptibles à moyen terme.

Dans la page précédente, nous avons recensé certains résultats des actions engagées ces dernières semaines : il est certain que si de telles actions étaient engagées dans TOUTES les entreprises, le plan d'aus-

térité connaîtrait une « belle mort » et l'U.I.M.M. devrait négocier...

MAIS POURQUOI CE QUI A ETE POSSIBLE DANS CES ENTREPRISES NE LE SERAIT-IL PAS AILLEURS ?

LES CHIFFRES NOUS CONVIENNENT...
... A NOTRE TOUR DONNONS LEUR RAISON !

Nous pouvons constater une progression constante de notre audience aux élections professionnelles : près de 500 000 métallos votent C.F.D.T. et leur nombre s'accroît d'année en année.

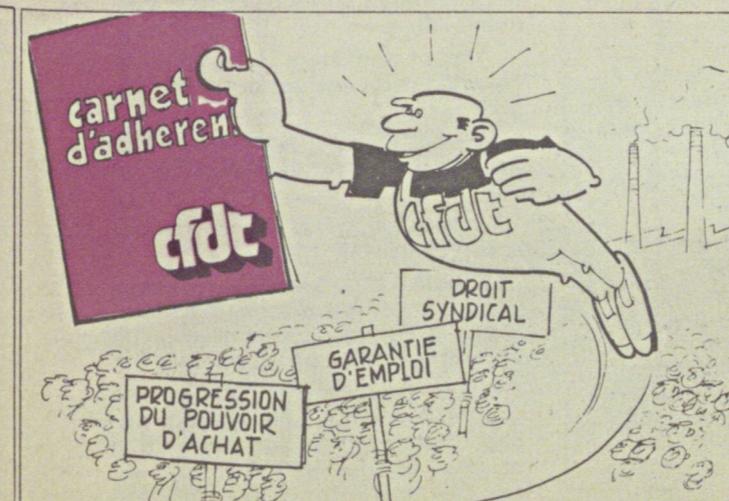
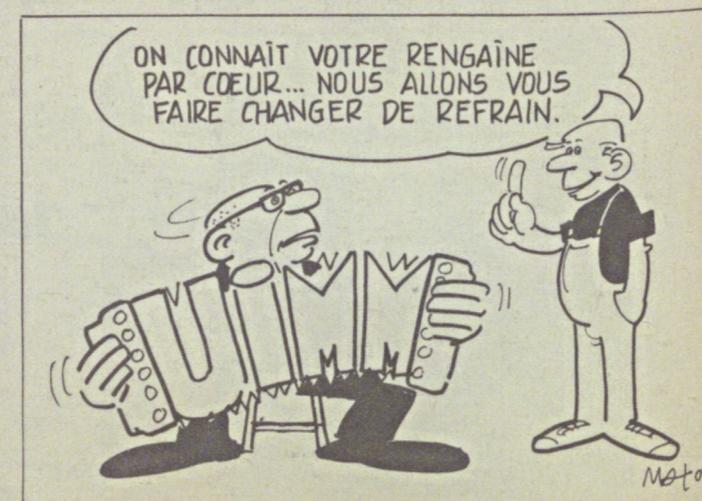
150 000 métallos sont adhérents à la C.F.D.T. : c'est beaucoup... mais c'est trop peu si l'on compare ce nombre à celui des travailleurs qui nous font confiance et aux 3 millions de salariés dans la Métallurgie.

Comparé à celui des autres pays européens, notre taux de syndicalisation est très faible... et nos moyens s'en ressentent... et notre rapport de forces en souffre !

A chacun d'entre nous de conduire un sympathisant à adhérer à la C.F.D.T. Grâce à l'effort de tous, nous pourrions rapidement parvenir à notre objectif de 200 000 adhérents à court terme...

A chaque fois que nos sections syndicales et tous leurs adhérents ont informé largement les travailleurs, ont débattu avec eux, les ont mobilisés dans la lutte, on constate une progression aux élections professionnelles, on enregistre de nouvelles adhésions.

ACTION ET SYNDICALISATION DANS UN MEME ELAN



UN ENSEMBLE D'ACTIONS, COORDONNÉES PAR BRANCHES PROFESSIONNELLES CONTRE L'AUSTERITE ET LE CHOMAGE

Certaines branches industrielles de la Métallurgie sont plus particulièrement percutées par les restructurations, les fermetures d'entreprises, les licenciements massifs. C'est notamment le cas de la Sidérurgie, de la Machine-Outil, de l'Aéronautique, de la Navale, du Matériel ferroviaire...

Des luttes sont menées par les travailleurs concernés et leurs organisations syndicales contre ces « dégraissages » d'effectifs.

De plus en plus existe une volonté de refuser un tel gâchis industriel, de refuser que les fonds publics servent à financer les licenciements et à augmenter les profits du patronat, à refuser de considérer le chômage comme un phénomène inéluctable ou un « mal nécessaire » pour juguler l'inflation.

Afin de prolonger et d'étendre ces luttes existantes, de les faire converger dans une même dynamique nationale face à l'U.I.M.M., d'insérer le plus grand nombre de travailleurs dans un mouvement revendicatif de masse, différentes initiatives d'action coordonnées par branche ont été mises en œuvre dans ces secteurs industriels les plus touchés dans le domaine de l'emploi.

Dénonciation de la politique économique et sociale du patronat et du gouvernement, défense de nos objec-

tifs revendicatifs prioritaires (maintien et progression du pouvoir d'achat, garantie d'emploi et de ressources, réduction massive du temps de travail...) ont constitué les thèmes dominants de ces actions qui s'inscrivaient également dans la campagne nationale d'action pour la Convention Collective Nationale.

La plupart de ces actions ont été organisées en commun avec la C.G.T. Mais diverses initiatives spécifiques ont également été prises par les organisations de la F.G.M.-C.F.D.T. pour qui il s'agissait à la fois :

- de coordonner les luttes existantes ;
- de débattre avec les travailleurs sur les formes d'action nécessaires pour développer les luttes face au patronat ;
- de battre en brèche le discours patronal et gouvernemental sur la situation économique ;
- de porter sur la place publique et au plan national les problèmes de la politique industrielle capitaliste, en exprimant nos exigences sur les conditions et moyens d'une autre politique au service des intérêts et besoins collectifs des travailleurs et de la population.

Enfin diverses actions ont été relayées au plan interprofessionnel : « villes mortes », « points chauds » (Loire, Rhône, Decazeville, Valenciennois, Lorraine...).

MACHINE-OUTIL :

Action du 24 février 1977

Dans le cadre des objectifs d'action décidés par le Conseil Fédéral, la F.G.M. avait dès le mois de novembre, proposé à la F.T.M. d'étudier les possibilités d'une action nationale commune dans la Machine-Outil.

La situation industrielle de ce secteur, les conséquences au niveau de l'emploi pour les travailleurs d'une part, les luttes développées par ceux-ci depuis de nombreux mois d'autre part, justifiaient une telle initiative fédérale de nature à donner à ces luttes une portée nationale.

Pour cela, outre un appel à deux heures minimum de débrayage, il était indispensable que les deux fédérations affirment publiquement le caractère national de cette journée, par l'organisation, avec les Unions Métaux concernées, de rassemblements sur PARIS et LYON (régions à forte concentration machine-outil et marquées par un potentiel de lutte important).

C'est sur ces bases que la F.G.M. et la F.T.M. ont appelé les travailleurs de la Machine-Outil à faire du 24 février 1977, « une grande journée

nationale d'action, avec arrêt de travail de 2 heures minimum ».

Dans le cadre de la préparation de cette journée, les Unions Métaux du RHÔNE, LOIRE, ALPES et BOURGOGNE ont tenu une conférence de presse, le 16 février, dans le but de faire connaître à l'opinion publique les positions et orientations de la C.F.D.T. sur cette branche industrielle.

En ce qui concerne l'action elle-même :

Dans la quasi totalité des entreprises, des débrayages ont eu lieu, suivis de diverses manifestations auprès de Directions et Pouvoirs Publics. Ce jour-là, l'ensemble des travailleurs de la Machine-Outil ont massivement dit non au bradage de la Machine-Outil et exprimé leur détermination à voir satisfaites leurs revendications immédiates.

A LYON, seule la C.F.D.T. a appelé au rassemblement.

Dans l'ensemble des Unions Métaux concernées (RHÔNE, LOIRE, ALPES, BOURGOGNE), la C.G.T. a refusé d'organiser et de participer au rassemblement proposé par la C.F.D.T. Devant cette attitude, la C.F.D.T. seule a maintenu le rassemblement. Il a permis entre autre, grâce à une conférence de presse, des manifestations et délégations auprès de la Préfecture et à FR 3 dont la Direction a accepté de prépa-

rer, avec la C.F.D.T. un « flash » de 3 minutes sur le problème de la Machine-Outil, de dénoncer publiquement le démantèlement de ce secteur et de populariser les positions de la F.G.M. :

• Un plan de développement

— qui impose la planification des productions, développe la recherche, priorise le développement sur le marché français,

— qui prévoit des interventions spécifiques et rapides vers les entreprises en difficulté.

• La création d'une Société d'Economie Mixte

— pour soustraire le contrôle de cette industrie aux seuls intérêts publics,

— pour engager activement l'Etat dans la réalisation et le contrôle du plan,

— pour s'opposer aux concentrations capitalistes,

— pour conserver l'apport spécifique des nombreuses petites entreprises et donner aux travailleurs un pouvoir accru à tous les niveaux.

L'Etat, dans la création de cette société à majorité de capitaux publics, doit apporter ses entreprises nationalisées déjà implantées dans la branche (RENAULT M.O., SNECMA et leurs filiales).

AERONAUTIQUE ET SPATIAL :

Journée d'action du 23 février 1977

La F.G.M. et la F.T.M. ont appelé en commun leurs organisations, à faire de la journée du 23 février 1977 « une étape » nationale de sensibilisation, de mobilisation et d'action des travailleurs. Un arrêt de travail d'une heure avait été proposé qui devait permettre la tenue d'assemblées générales, l'organisation de manifestations, de délégations auprès des Directions, des Pouvoirs Publics, des Chambres Patronales...

Pour sa part, la F.G.M. a surtout œuvré pour que cette journée soit l'occasion pour les S.S.E. :

- de formuler, avec les travailleurs, les revendications susceptibles de les mobiliser,
- de rechercher avec eux les moyens et les formes d'actions adaptés pour les faire aboutir.

L'industrie Aéronautique et Spatiale connaît, depuis plusieurs années, une situation de crise, consécutive à l'absence de politique industrielle cohérente. En l'absence d'une telle politique, la situation s'est constamment aggravée pour atteindre, aujourd'hui, un seuil critique jamais connu, compromettant gravement l'emploi des milliers de travailleurs.

La F.G.M. a toujours affirmé que cette situation n'était pas inéluctable, mais que la solution doit passer notamment par la prise en compte des besoins en matière de transports et la démocratisation des transports aériens.

Principalement, dans les divisions avions et moteurs, la quasi totalité des entreprises ont été marquées par des débrayages d'une heure, des assemblées de travailleurs, des manifestations, comme, par exemple :

• SNIAS :

- Cannes : 1 h
- Saint-Nazaire : 2 h 1/2
- Les Mureaux : 1 h
- Châtillon : 1 h

— Toulouse : conférence de presse le 23, débrayage le 25, réunion du C.E.

• DASSAULT :

- Argonay - Toulouse : 1 h
- Bayonne : 3 h 30.

• TURBOMECA :

— Tarnos : 3 h 30. Manifestation de 3 000 personnes à Bayonne en commun avec DASSAULT.

• SNECMA : Débrayages et assemblées générales comme à Villaroche et Corbeil.

SIDERURGIE :

12 milliards pour supprimer 24 000 emplois

Deux chiffres résument assez bien la situation de la Sidérurgie telle qu'elle est présentée dans le plan élaboré en secret par le patronat et le gouvernement :

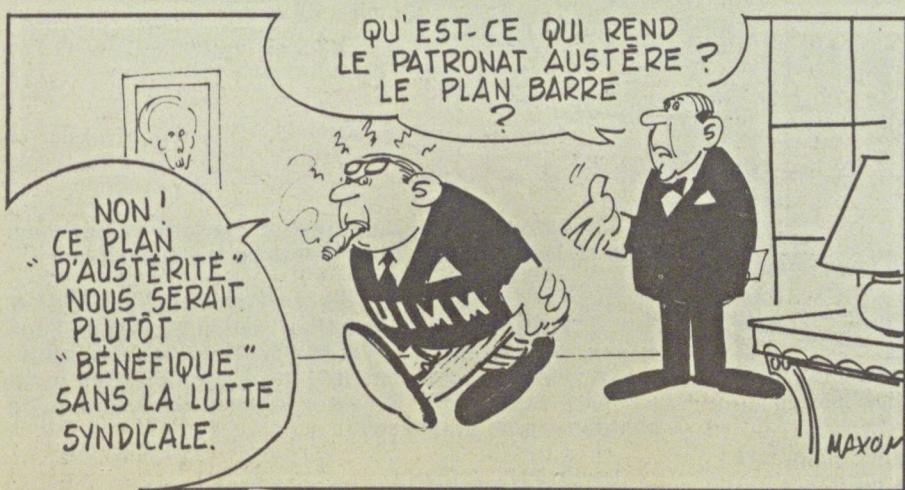
• 12 milliards doivent être investis dans cette branche industrielle. Et c'est l'Etat qui va prendre en charge la majeure partie de cette somme !

• Dans le même temps, les groupes sidérurgiques vont supprimer de 20 à 24 000 emplois...

En fait le gouvernement actuel va financer, grâce aux fonds publics, les fermetures d'entreprises, les restructurations, les licenciements massifs...

De plus, gouvernement et patronat ont l'impudence de demander aux syndicats de venir discuter des conséquences de leur plan.

La F.G.M.-C.F.D.T. se refuse à cautionner une telle politique et réclame un large débat national pour étudier d'autres solutions aptes à préserver l'emploi dans le cadre de nouvelles orientations économiques et sociales. Les revendications prioritaires des travailleurs et de leurs organisations syndicales doivent être satisfaites : elles sont d'ailleurs de nature à créer de nouveaux emplois.



Il est d'autre part indispensable que soit mis en œuvre un véritable contrôle des fonds publics alloués aux entreprises par l'Etat qui, de fait, détient une participation majoritaire dans cette industrie. Et en tout état de cause, les travailleurs et leurs organisations syndicales doivent pouvoir s'exprimer sur les choix fondamentaux qui régissent la politique industrielle et les mesures sociales qui en découlent et non seulement être convoqués pour « négocier » des conséquences d'une politique dont ils ne sont ni responsables, ni partie prenante.

En Lorraine, le 11 février, dans toute la France le 23 février et à d'autres occasions dans la Vallée de l'Ondaine, le Valenciennois, le Bassin de Longwy, Decazeville... les sidérurgistes ont massivement participé aux actions syndicales organisées contre la politique du patronat et du gouvernement, pour la sauvegarde de leur emploi et la garantie de leurs ressources, pour que des solutions nouvelles soient définies et appliquées dans cet important secteur industriel.

NAVALE ET FERROVIAIRE :

9 février et 9 mars

A un mois d'intervalle, à l'appel des organisations syndicales C.F.D.T. et C.G.T., les travailleurs de la Construction et Réparation Navale et ceux de la Construction et Réparation du Matériel Ferroviaire ont participé aux journées d'action organisées pour l'emploi, le pouvoir d'achat et une autre politique des transports.

Ces deux branches industrielles de la Métallurgie sont également touchées par les restructurations, la fermeture des installations et usines jugées non rentables, le chômage partiel et les licenciements.

Dans la Construction et Réparation Navale, pour laquelle on parle de 6 000 suppressions d'emplois, une semaine d'actions s'est déroulée du 7 au 11 février avec un temps fort le 9 février. Débrayages à Cherbourg, La Pallice, La Seyne, Dunkerque... ont marqué cette journée. A St-Nazaire et Nantes, c'est l'ensemble des métallurgistes qui étaient appelés à se joindre à la lutte des travailleurs de la Navale et plusieurs milliers de personnes ont participé aux manifestations dans ces deux villes.

Dans les entreprises de Matériel Ferroviaire, le 9 mars a connu de nombreux débrayages et assemblées de travailleurs tout particulièrement dans la Région Nord où sont concentrées la majorité des entreprises (15 000 travailleurs) de ce secteur industriel et où l'on enregistre de nombreux licenciements collectifs tout particulièrement dans des usines de sous-traitance (Boulonnnerie de Thiant, Blanc Misseron, Colinet...).

à votre tour
de gagner la
R5 !



Participez
à la souscription CFDT

La souscription 1977 est lancée.

Vos délégués C.F.D.T. possèdent les billets (5 F le billet double, 25 F le carnet de 5 billets).

Comme chaque année, la souscription donne droit à une **TOMBOLA GRATUITE** : de nombreux lots sont à gagner. Cette année, pourquoi ne seriez-vous pas l'heureux gagnant de la Renault 5, ou de la télé couleur, ou du voyage de 14 jours en **TUNISIE** ?

Vous le saurez le 27 mai, date du tirage des trois lots principaux.

Il est encore temps de gagner, de faire gagner vos amis en leur proposant des billets de la souscription.

C'est aussi un moyen de **PARTICIPER** et de **FAIRE PARTICIPER** au financement de l'action syndicale. Face à un patronat organisé et riche, les organisations syndicales doivent posséder les moyens suffisants pour conduire une action efficace. A chacun d'entre nous de contribuer à cette efficacité.

ET BONNE CHANCE !